

A black and white photograph of the Eiffel Tower in Paris, France, positioned on the left side of the cover. The tower's intricate lattice structure is clearly visible. The background of the cover is a light gray gradient, with a vertical band of color (purple to red) on the right side.

ANNUAL REPORT
RAPPORT
ANNUEL

2017



FRANSABANK
FRANCE SA

TABLE DES MATIÈRES
TABLE OF CONTENTS

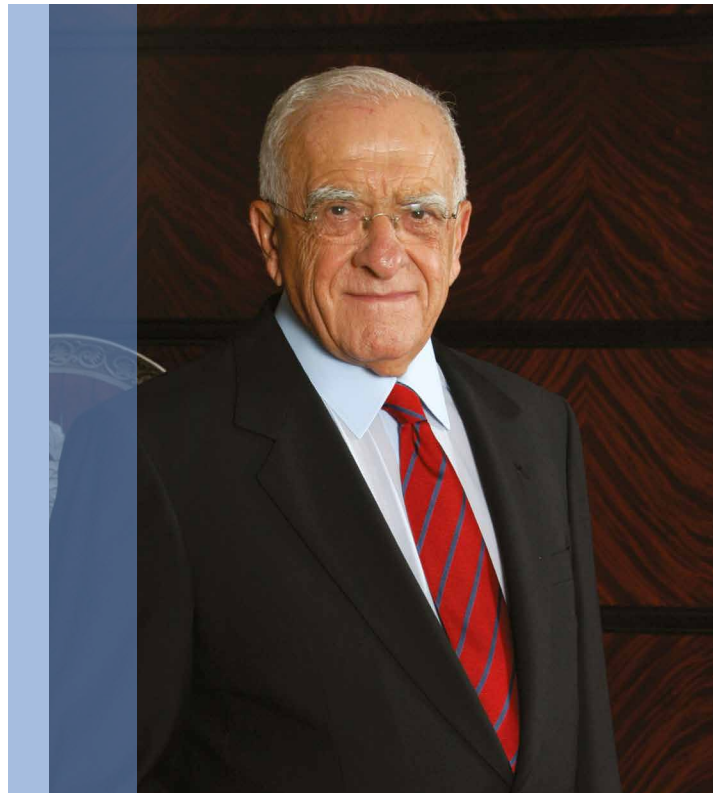
Message du Président Letter from the Chairman	4
Message du Vice-Président Letter from the Deputy Chairman	6
Conseil d'Administration et Direction Générale Board of Directors & General Management	10
Aperçu Historique Historical Overview	12
Rapport Financier Financial Report	15
Réseau du Groupe Group Network	25

01

Message du Président
Letter from the Chairman

Message du Vice-Président
Letter from the Deputy Chairman





> ADEL KASSAR

Président
Chairman

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Fransabank (France) SA affiche cette année une croissance au-delà des objectifs fixés par les actionnaires, et confirme ainsi sa dynamique de développement. Par rapport à 2016, les crédits et les dépôts clientèle augmentent respectivement de 11,4% et 9%. Ces résultats s'inscrivent dans un contexte économique mondial très porteur, marqué par une croissance de 3%, le niveau le plus élevé depuis 2011.

Plus précisément, on peut noter que l'enlisement de la crise syrienne, déclenchée en 2011, a faiblement impacté la banque qui a provisionné de manière satisfaisante ses engagements sur ses clients syriens. Par ailleurs, la croissance économique en Afrique Subsaharienne a rebondi, notamment dans les principaux pays de présence des clients de notre banque.

En 2017, la banque a décidé de répondre à un des enjeux majeurs du secteur bancaire, la sécurisation des systèmes informatiques. Pour renforcer la sécurité et optimiser la gestion tout en maîtrisant les charges et les risques, nous avons mis en œuvre la migration et l'externalisation de notre progiciel bancaire. De plus, l'amélioration du dispositif de contrôle interne et la définition d'une politique de sécurité globale du système d'information, ont été des priorités amorcées en 2017, qui s'achèveront en 2018.

Parmi les faits marquants et positifs de l'année, il est à noter qu'une mission de l'Inspection Générale du groupe BPCE, intervenue entre juin et septembre 2017, a souligné les améliorations conséquentes réalisées, notamment depuis le dernier passage de l'inspection en 2014.

La maîtrise de ces fondamentaux nous permet à présent de nous concentrer sur le plan stratégique 2018-2020, visant à garantir une augmentation de l'activité et de la rentabilité de notre banque avec l'appui fort de notre actionnaire majoritaire, Fransabank SAL. Depuis plusieurs années, nous développons des synergies avec le Groupe Fransabank, permettant de faire bénéficier nos clients de produits et de services de qualité.

Je tiens à remercier l'ensemble des collaborateurs pour leur engagement et la qualité de leur travail. Au nom du Conseil d'administration, je remercie également nos banques correspondantes et nos clients, pour leur fidélité envers notre établissement. Fransabank (France) SA est fière de les accompagner dans leurs projets dans la durée, sur la base de conseils personnalisés et de création de valeur.

Adel Kassar
Président

LETTER FROM THE CHAIRMAN

Fransabank (France) SA has achieved this year a growth rate beyond the objectives set by the shareholders, thereby confirming its growth momentum. Compared with 2016, loans and customer deposits increased by 11.4% and 9% respectively. These results are part of a very buoyant global economic context, marked by a growth of 3%, the highest recorded level since 2011.

More specifically, it is worth noting that the stalemate of the Syrian crisis, triggered in 2011, has had a slight impact on the Bank, which has satisfactorily provisioned its commitments to its Syrian customers. In addition, economic growth in Sub-Saharan Africa has rebounded, particularly in the main countries of presence of our Bank's customers.

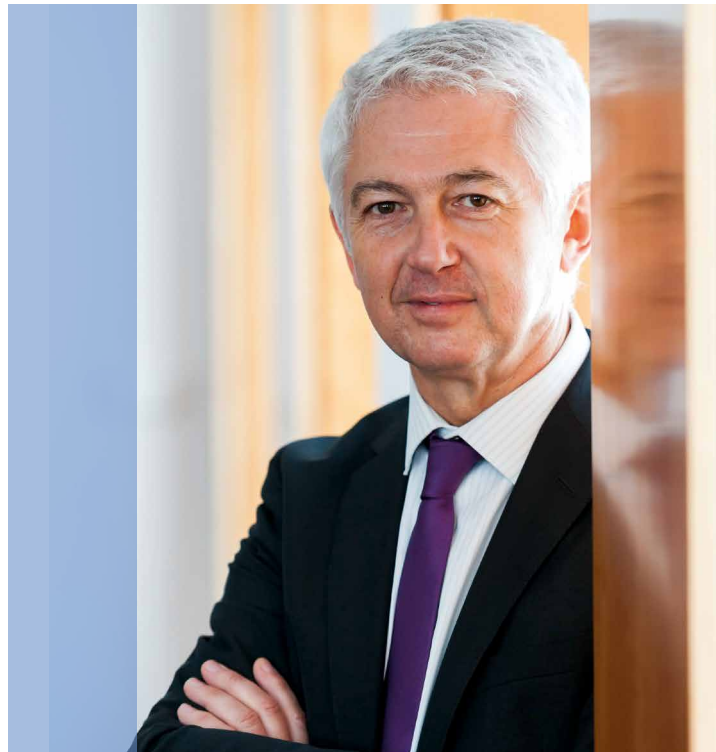
In 2017, the Bank decided to meet one of the major challenges of the banking sector, securing IT systems. To enhance security and optimize management while controlling costs and risks, we have implemented the migration and outsourcing of our core banking software. In addition, the improvement of the internal control system and the definition of a global security policy for the information system were priorities set in 2017 and which will be achieved in 2018.

Amongst the positive highlights and remarkable developments of the year, it should be noted that a mission from the General Inspection of BPCE Group, held between June and September 2017, highlighted the significant improvements that were made, especially since the last visit of the inspection in 2014.

By mastering these fundamentals, we are now able to focus on the 2018-2020 strategic plan aiming at ensuring an increase in the activity and profitability of our bank with the strong support of our majority shareholder, Fransabank SAL. For several years, we have been developing synergies with Fransabank Group, enabling our customers to benefit from multiple quality products and services.

I would like to extend my sincere gratitude to all our employees and staff for their commitment and the high - quality work they deliver. On behalf of the Board of Directors, I also thank our correspondent banks and our clients for their loyalty to our institution. Fransabank (France) SA is proud to support them in their projects in the long term, on the basis of personalized advice and value creation.

Adel Kassar
Chairman



> JEAN-PIERRE LEVAYER

Vice-Président, Fransabank (France) SA
Deputy Chairman, Fransabank (France) SA

MESSAGE DU VICE-PRÉSIDENT

En 2017, Fransabank (France) continue à afficher de belles performances commerciales et financières dans le prolongement de la stratégie fixée par ses actionnaires, en bénéficiant d'une amélioration de la situation économique française et mondiale.

La banque poursuit donc son développement commercial, dépassant les objectifs donnés par les actionnaires. Les crédits sont en hausse de 11,4% et s'élèvent à 332 M€ tandis que les dépôts augmentent de 9% pour atteindre 149 M€, et ceci grâce à la diversification de son activité en Europe et en Afrique.

Fransabank (France) affirme également sa rentabilité tout en maîtrisant ses charges et son coût du risque, en distribuant des dividendes à hauteur de 50% de son résultat net pour la deuxième année consécutive et ceci malgré le contexte de taux d'intérêt et de change USD défavorable.

L'année 2017 a été également marquée par la migration informatique (finalisée en avril 2018) qui a permis d'une part de renforcer la sécurité et d'optimiser la gestion et, d'autre part d'améliorer la qualité du service apporté à ses clients. La mission d'audit effectuée par l'inspection générale de BPCE au troisième trimestre 2017 confirme ainsi la bonne gestion des risques et une nette amélioration des processus de contrôle au sein de la banque. Par ailleurs, l'élaboration du plan préventif de rétablissement, exigé par les autorités de contrôle prudentiel, réalisée en collaboration avec BPCE International, témoigne de la solidité financière de Fransabank (France) et de l'adéquation des risques pris.

En tant que vice-Président du Conseil d'administration de Fransabank depuis mars 2017, je constate la réalisation des objectifs fixés par les actionnaires en 2013: maîtrise des charges et du coût du risque tout en améliorant la rentabilité et en renforçant les synergies avec le Groupe BPCE.

Je m'associe également aux félicitations du Président Adel Kassar et je voudrais saluer les équipes pour les très belles réalisations de la banque en 2017, tant en termes d'activité, de rentabilité que d'amélioration des processus de contrôle. Je tiens à remercier nos clients pour leur confiance et leur fidélité. Je suis convaincu que Fransabank continuera à apporter des services de qualité adaptés aux besoins de ses clients grâce aux actions réalisées.

Jean-Pierre Levayer
Vice-Président

LETTER FROM THE DEPUTY CHAIRMAN

In 2017, Fransabank (France) shows good performance in its commercial and financial activity, in line with the strategy defined by its shareholders, benefitting from better Global and French economic situations.

The Bank pursues its commercial development, exceeding its objectives. The loans outstanding growth by 11.4% amounting to €M 332, whereas the deposits increase by 9% to reach €M 149 thanks to the business diversification in Europe and in Africa.

Fransabank (France) affirms its good profitability as well as the optimization of its operational and risk-related costs, by distributing dividends which represent 50% of net income for the second consecutive year in spite of the unfavorable environment of interest rate and USD exchange rates.

The new core banking system (operational since April, 2018) allowed our bank to strengthen the IT security, optimize the processes and improve the service quality to our clients. The audit control done by the BPCE Internal Audit during the third quarter of 2017 stated a good risk management and the real improvement in the controlling system within the bank. Moreover, the preparation of the Recovery Plan, required by the regulatory authorities, realized with BPCE International, testifies the financial stability and the adequacy of the risk quality of the Fransabank (France).

As Deputy Chairman of Fransabank Board of Directors since March 2017, I can say that the achievement of goals defined by the shareholders in 2013 is attained: the optimization of operational costs and cost of risk, improving the profitability and reinforcing the synergies with Groupe BPCE.

Along with Mr Adel Kassar, Chairman of the Board, I would like to congratulate Fransabank teams for very good results achieved in 2017 in terms of the business activity, its profitability and the improvement of controlling process.

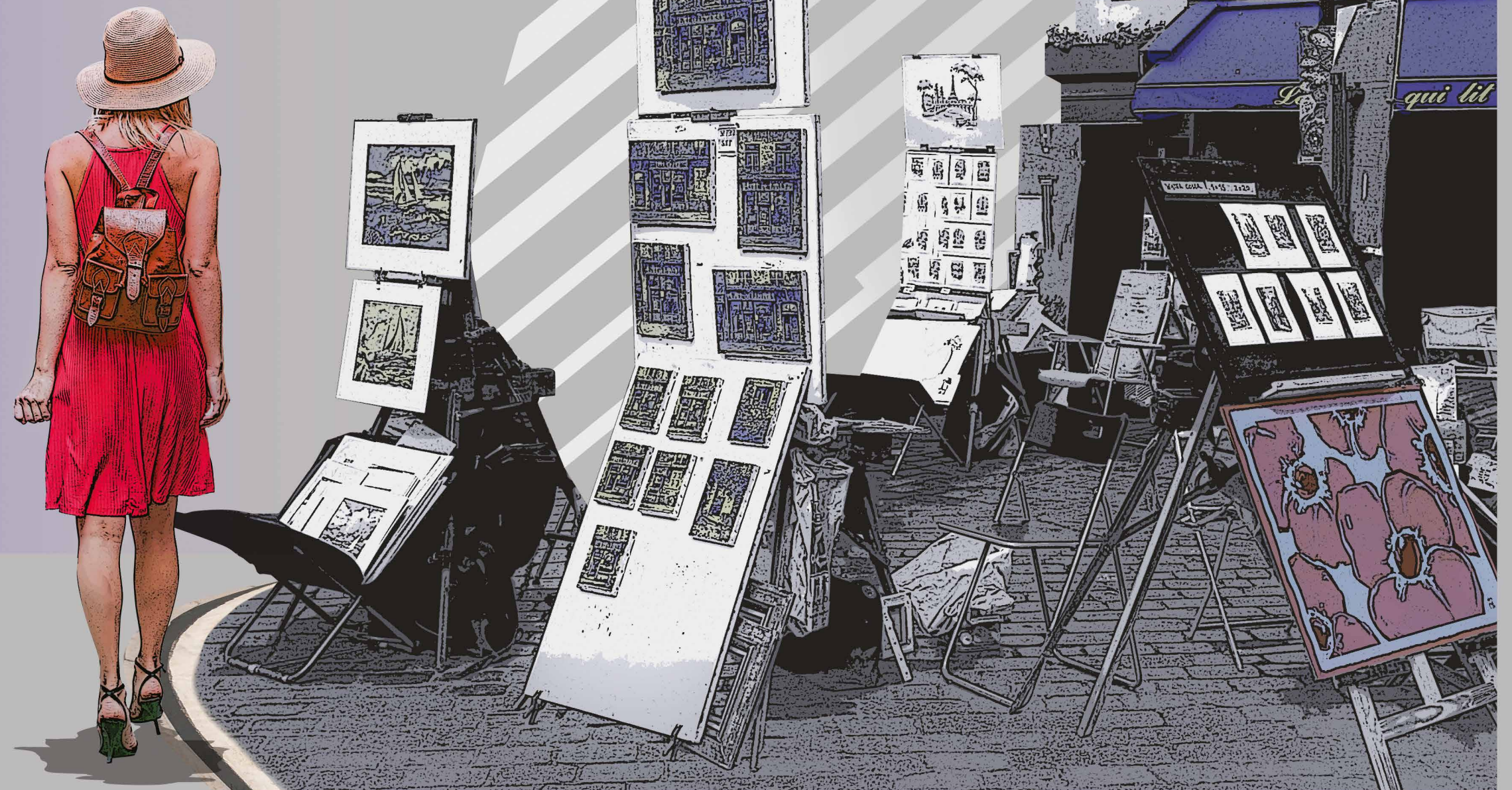
Also, I would like to thank our clients for their trust and loyalty. I am totally convinced that Fransabank will continue to bring quality services in order to meet clients' needs, thanks to the actions undertaken.

Jean-Pierre Levayer
Deputy Chairman

02

Conseil d'Administration
et Direction Générale
Board of Directors
& General Management

Aperçu Historique
Historical Overview



CONSEIL D'ADMINISTRATION**> PRÉSIDENT**

Adel Kassar
Vice-Président
et Directeur Général de Fransabank SAL

> VICE-PRÉSIDENT

Jean-Pierre Levayer
Directeur Général de BPCE International

> ADMINISTRATEURS

Fransabank SAL
représentée par
Nabil Kassar
Directeur Général de Fransabank SAL

BPCE International
représentée par
Jean-Pierre LEVAYER
Directeur Général de BPCE International

Adnan Kassar
Président-Directeur Général de Fransabank SAL

Mansour Bteish
Directeur Général de Fransabank SAL

Walid Daouk
Membre du Barreau de Beyrouth
Administrateur de Fransabank SAL

Yvan de La Porte du Theil
Administrateur de BPCE International

Patricia Lantz
Membre du Comité de Direction de BPCE
International

Henri de Courtivron
Administrateur de BLC Bank SAL

DIRECTION GÉNÉRALE

André Tyan
Directeur Général

Dany Maklouf
Directeur Général Adjoint

Marwan Barrage
Conseiller du Président

Michel Mehanna
Directeur Central

> COMMISSAIRE AUX COMPTES

Sophie SOTIL-FORGUES
KPMG Audit

BOARD OF DIRECTORS**> CHAIRMAN**

Adel Kassar
Deputy Chairman
& General Manager of Fransabank SAL

> DEPUTY CHAIRMAN

Jean-Pierre Levayer
General Manager of BPCE International

> DIRECTORS

Fransabank SAL
Represented by
Nabil Kassar
General Manager of Fransabank SAL

BPCE International
Represented by
Jean-Pierre Levayer
General Manager of BPCE International

Adnan Kassar
Chairman & General Manager of Fransabank SAL

Mansour Bteish
General Manager of Fransabank SAL

Walid Daouk
Member of the Beirut Bar Association
Member of the Board of Directors of
Fransabank SAL

Yvan de La Porte du Theil
Member of the Board of Directors
of BPCE International

Patricia Lantz
Member of the General Management Committee
of BPCE International

Henri de Courtivron
Member of the Board of Directors of BLC Bank SAL

GENERAL MANAGEMENT

André Tyan
General Manager

Dany Maklouf
Deputy General Manager

Marwan Barrage
Advisor to the Chairman

Michel Mehanna
Central Manager

> AUDITOR

Sophie SOTIL-FORGUES
KPMG Audit

APERÇU HISTORIQUE

> FRANSABANK SAL



Héritière en ligne directe de la première banque française installée au Liban en 1921, Fransabank détient la première place sur la liste des banques agréées au Liban et dispose aujourd'hui du premier réseau bancaire du pays, réparti sur l'ensemble du territoire.

Au fil des décennies, la banque s'est transformée en un Groupe bancaire et financier comptant onze filiales spécialisées dans la banque de détail, l'étude de projets, la structuration de financements, la banque d'investissements, le crédit- bail, la bancassurance et l'immobilier.

Forte de son développement de banque universelle au Liban, au service aussi bien des clients particuliers que des entreprises, Fransabank S.A.L. a également poursuivi le renforcement de son réseau international. Elle est maintenant présente dans 9 pays: Liban, France, Algérie, Soudan, Biélorussie, Irak, Cuba, les Emirats Arabes Unis et la Côte d'Ivoire.

Partenaire privilégié de Fransabank (France) S.A. depuis sa création en 1984 et avec une participation de 79% à son capital en mars 2016, Fransabank S.A.L. lui apporte tout le soutien logistique qu'elle est en droit d'attendre de la part de son actionnaire majoritaire, ainsi que les relations commerciales nécessaires à son développement, confirmant ainsi Fransabank (France) S.A. dans son rôle de trait d'union entre la France et le Liban, et, au-delà, entre les différents pays de l'ensemble du bassin méditerranéen et de l'Afrique de l'Ouest où est très présente la diaspora libanaise.

> GROUPE BPCE



Deuxième groupe bancaire en France, grâce à ses deux enseignes phares que sont Banque Populaire et Caisse d'Épargne, le Groupe BPCE et ses 106 500 collaborateurs sont au service de 31 millions de clients dont 9 millions de sociétaires. Les entreprises du groupe exercent leur métier de banquier et d'assureur au plus près des besoins des personnes et des territoires.

Avec les 14 Banques Populaires, les 16 Caisses d'Épargne, Natixis, le Crédit Foncier, la Banque Palatine, BPCE International ..., le Groupe BPCE propose à ses clients une offre complète de produits et de services: solutions d'épargne, de placement, de trésorerie, de financement, d'assurance, d'investissement.

Fidèle à son statut coopératif, le groupe les accompagne dans leurs projets et construit avec eux une relation dans la durée, contribuant ainsi à 20% du financement de l'économie française.

HISTORICAL OVERVIEW

> FRANSABANK SAL



Tracing its origin back to the first French bank ever founded in Lebanon in 1921, Fransabank S.A.L. holds the number 1 spot on the list of banks registered in Lebanon and enjoys the largest banking networks spread all over the country.

Over the decades, the bank developed into a financial and banking group with a dozen of affiliates specialized in retail banking, corporate banking, private and investment banking, leasing, bancassurance and real estate.

Being a full fledged universal bank that serves individuals as well as corporate clients in Lebanon, Fransabank S.A.L. is also consolidating its international network through its presence in 9 countries: Lebanon, France, Algeria, Sudan, Belarus, Cuba, United Arab Emirates, Iraq and Ivory Coast.

As a privileged partner since its inception in 1984 and with 79% ownership in March 2016, Fransabank S.A.L. brings to Fransabank (France) S.A. all the logistical support that it is entitled to expect from its majority shareholder, as well as the commercial connections necessary for its development, thus confirming Fransabank (France) S.A. in its role as a link between France and Lebanon, and beyond, between the different Mediterranean based countries and West Africa where the Lebanese diaspora is highly present.

> GROUPE BPCE



The second-largest banking group in France thanks to its flagship Banque Populaire and Caisse d'Épargne retail banking brands, Groupe BPCE and its 106,500 employees serve 31 million customers, 9 million of whom have decided to become cooperative shareholders of their respective banks. The Group's different subsidiaries offer banking services tailored closely to the needs of the individuals and communities they serve.

Working through its 14 Banque Populaire banks and 16 Caisses d'Épargne in addition to Natixis, Crédit Foncier, Banque Palatine, BPCE International..., Groupe BPCE offers its customers a comprehensive range of products and services: savings and investment solutions, cash management services, financing solutions, insurance, and wholesale banking services.

Faithful to its status as a cooperative banking institution, the Group accompanies its customers in the realization of their different projects and develops long-lasting relationships with them, thereby financing 20% of the French economy.

03

Rapport Financier
Financial Report



RAPPORT FINANCIER

BILAN au 31 Décembre 2017

> ACTIF (en milliers d'euros)	2017	2016
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	17 350	5 291
Effets Publics et Valeurs Assimilées	0	9 506
Créances sur les établissements de crédit	40 382	27 054
Opérations avec la clientèle	331 872	297 941
Participations et autres titres détenus à long terme	23	18
Immobilisations incorporelles	521	164
Immobilisations corporelles	42	53
Autres actifs	2 511	1 444
Comptes de régularisation	195	401
TOTAL	392 896	341 872

> PASSIF (en milliers d'euros)	2017	2016
Dettes envers les établissements de crédit	179 515	141 593
Opérations avec la clientèle	148 656	136 088
Autres passifs	1 622	1 658
Comptes de régularisation	1 391	1 229
Provisions pour risques et charges	1 100	2 135
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	477	477
Capitaux propres hors FRBG	60 136	58 693
- Capital souscrit	50 458	50 458
- Primes d'émission	2 754	2 754
- Réserves	706	557
- Report à nouveau	3 359	1 944
- Résultat de l'exercice	2 858	2 979
TOTAL	392 896	341 872

FINANCIAL REPORT

BALANCE SHEET as at 31st December, 2017

> ASSETS (in thousands of euros)	2017	2016
Cash, Central Banks, postal office	17,350	5,291
Treasury notes and assimilated securities	0	9,506
Deposits with banks and financial institutions	40,382	27,054
Customers transactions	331,872	297,941
Long term participations and stocks	23	18
Intangible fixed assets	521	164
Tangible fixed assets	42	53
Other assets	2,511	1,444
Regularization accounts	195	401
TOTAL	392,896	341,872

> LIABILITIES (in thousands of euros)	2017	2016
Amounts due to banks	179,515	141,593
Customers accounts	148,656	136,088
Other liabilities	1,622	1,658
Regularization accounts	1,391	1,229
Provisions for contingencies and charges	1,100	2,135
Fund for general banking risks (FGBR)	477	477
Shareholders' equity without FGBR	60,136	58,693
- Share capital	50,458	50,458
- Share premium	2,754	2,754
- Reserves	706	557
- Retained earnings	3,359	1,944
- Year's profit	2,858	2,979
TOTAL	392,896	341,872

RAPPORT FINANCIER

> HORS BILAN (en milliers d'euros)	2017	2016
Engagements donnés		
- Engagements de financement	29 705	26 482
- Engagements de garantie	13 493	19 110
Engagements reçus		
- Engagements de financement	0	0
- Engagements de garantie	96 878	77 557

> COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	2017	2016
Intérêts et produits assimilés	11 769	10 521
Intérêts et charges assimilés	(3 467)	(2 317)
Revenu des titres à revenu variable	-	-
Commissions (produits)	870	894
Commissions (charges)	(98)	(114)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	355	278
Autres produits d'exploitation bancaire	112	101
Autres charges d'exploitation bancaire	(2)	(1)
PRODUIT NET BANCAIRE	9 539	9 362
Charges générales d'exploitation	(4 221)	(4 036)
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles	(92)	(70)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	5 226	5 256
Coût du risque	(1 906)	(281)
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 320	4 975
Résultat exceptionnel	4	-
Impôt sur les bénéfices	(1 466)	(1 496)
Dotations provisions réglementées	1 000	(500)
RESULTAT NET	2 858	2 979

FINANCIAL REPORT

> CONTINGENT LIABILITIES (in thousands of euros)	2017	2016
Commitments given		
- Financing commitments	29,705	26,482
- Guarantee commitments	13,493	19,110
Commitments received		
- Financing commitments	0	0
- Guarantee commitments	96,878	77,557

> INCOME STATEMENT (in thousands of euros)	2017	2016
Interest and similar income	11,769	10,521
Interest and similar expenses	(3,467)	(2,317)
Income from variable income stocks	-	-
Commissions (income)	870	894
Commissions (expenses)	(98)	(114)
Profit or loss on negotiable portfolio transactions	355	278
Other banking operating income	112	101
Other banking operating expenses	(2)	(1)
NET BANKING INCOME	9,539	9,362
General operating expenses	(4,221)	(4,036)
Depreciation and provisions for tangible and intangible fixed assets	(92)	(70)
GROSS OPERATING INCOME	5,226	5,256
Cost of risks	(1,906)	(281)
OPERATING INCOME	3,320	4,975
Exceptional profit or loss	4	-
Income tax	(1,466)	(1,496)
Regulated provisions allocation	1,000	(500)
PROFIT OR LOSS FOR THE FINANCIAL YEAR	2,858	2,979

RAPPORT FINANCIER

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'assemblée générale des actionnaires de Fransabank (France) S.A.

> OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Fransabank (France) S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

> FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

> JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS - POINTS CLÉS DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

FINANCIAL REPORT

STATUTORY AUDITOR'S REPORT ON THE FINANCIAL STATEMENTS

For the year ended 31 December 2017

Dear Shareholders,

> OPINION

In compliance with the engagement entrusted to us by your annual general meeting, we have audited the accompanying financial statements of Fransabank (France) S.A for the year ending in 31 December 2017.

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the assets and liabilities and of the financial position of the company as of 31 December 2017 and of the results of its operations for the year then ended in accordance with French accounting principles.

The audit opinion expressed above is consistent with our report to the Audit Committee.

> BASIS FOR OPINION

Audit Framework

We conducted our audit in accordance with professional standards applicable in France. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Our responsibilities under those standards are further described in the Statutory Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements section of our report.

Independence

We conducted our audit engagement in compliance with independence rules applicable to us, for the period from 1st January to the date of our report and specifically we did not provide any prohibited non-audit services referred to in Article 5(1) of Regulation (EU) No 537/2014 or in the French Code of ethics (code de déontologie) for statutory auditors.

> JUSTIFICATION OF ASSESSMENTS - KEY AUDIT MATTERS

In accordance with the requirements of Articles L.823-9 and R.823-7 of the French Commercial Code (code de commerce) relating to the justification of our assessments, we inform you of the key audit matters relating to risks of material misstatement that, in our professional judgment, were of most significance in our audit of the financial statements of the current period, as well as how we addressed those risks.

These matters were addressed in the context of our audit of the financial statements as a whole, and in forming our opinion thereon, and we do not provide a separate opinion on specific items of the financial statements.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

> DÉPRÉCIATIONS AU TITRE DU RISQUE DE CRÉDIT

Risque identifié

La banque est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.

Votre banque constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Celles-ci sont déterminées sur base individuelle. Elles sont fondées sur des paramètres réglementaires ou spécifiques ainsi que sur des paramètres tenant compte de situations macro-économiques et géopolitiques susceptibles d'affecter les portefeuilles de crédits. Ces dépréciations constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement. Les éléments de jugement incluent notamment des hypothèses relatives à l'évolution des situations patrimoniales des débiteurs, parfois situés dans des zones géographiques à hauts risques.

En complément, une provision pour risque pays est dotée pour couvrir le risque de non recouvrement des contreparties syriennes.

Les provisions pour dépréciation sur les encours douteux de crédits s'élève à 11 826 K€ pour un encours brut de 15 264 K€ au 31 décembre 2017. Le coût du risque sur l'exercice 2017 s'élève à -1 906 K€.

La provision pour risque pays Syrie s'élève à 1 100 K€ au 31 décembre 2017.

Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 12.1c, 19 et 20 de l'annexe aux comptes annuels.

Procédures d'audit mises en œuvre face au risque identifié

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes.

Pour les dépréciations individuelles, nos travaux ont consisté en la réalisation de tests de contrôle du dispositif d'identification et de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses et du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.

Au titre de la provision pour risque pays Syrie, nous avons analysé la méthodologie employée au regard de celle communiquée par la Commission de contrôle de la Banque Centrale du Liban.

Nous avons également apprécié le caractère approprié des informations présentées dans les notes annexes.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

> IMPAIRMENT OF LOANS

Risk identified

The bank is exposed to credit and counterparty risks. These risks resulting from the inability of its customers or counterparties to meet their financial commitments are related to its lending activities.

Your bank constitutes impairment allowances intended to cover the risks of incurred losses. They are determined on an individual basis. They are based on regulatory or specific parameters as well as on parameters that take into account macroeconomic and geopolitical situations that may affect credit portfolios. These impairment allowances constitute a significant estimate for the preparation of the financial statements and involve judgment. Judgment includes, in particular, assumptions relating to the evolution of the debtors' property situation, sometimes located in high-risk geographical areas.

In addition, an impairment allowance for country risk is calculated to cover the risk of non-recovery of Syrian counterparties.

Impairment allowances of doubtful loans amounted to € 11,826,000 for gross outstanding amounts of € 15,264,000 at December 31, 2017. The cost of risk for the 2017 financial year amounted to € -1,906,000.

The country risk provision for Syria amounts to € 1,100,000 as at December 31, 2017.

For further details on accounting principles and exposures, please refer to notes 12.1c, 19 and 20 of the notes to the annual financial statements.

Audit procedures implemented in the face of identified risk

As part of our audit procedures, we examined the internal control system and tested the design and effectiveness of the key controls relating to the identification of exposures, the monitoring of credit risks, the assessment of the risks of non-recovery and the determination of related impairment.

For individual impairments, our work consisted in carrying out control tests of the procedures for identifying and monitoring sensible and doubtful counterparties and for valuing collateral. In addition, based on a sample of credit files selected on the basis of materiality and risk criteria, we conducted contradictory analysis of the amounts of determined impairment allowances.

As part of the impairment for Syria country risk, we analyzed the methodology used with regard to that provided by the Control Commission of the Central Bank of Lebanon.

We have also assessed the appropriateness of the information presented in the notes to the financial statements.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

> VÉRIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSÉS AUX ACTIONNAIRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

> INFORMATIONS RÉSULTANT D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaire aux comptes de la société Fransabank (France) S.A. en date du 30 avril 2008.

Au 31 décembre 2017, nous étions dans la 10^{ème} année de notre mission.

> RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

> VERIFICATION OF THE MANAGEMENT REPORT AND OF THE OTHER DOCUMENTS PROVIDED TO SHAREHOLDERS

We have also performed, in accordance with professional standards applicable in France, the specific verifications required by French law.

Information given in the management report and other documents sent to shareholders on the financial position and the annual accounts

We have no matters to report as to the fair presentation and the consistency with the financial statements of the information given in the management report of the Board of Directors and in the other documents provided to Shareholders with respect to the financial position and the financial statements.

Concerning the information given in accordance with the requirements of Article L. 225-37-3 of the French Commercial Code (code de commerce) relating to remunerations and benefits received by the directors and any other commitments made in their favour, we have verified its consistency with the financial statements, or with the underlying information used to prepare these financial statements and, where applicable, with the information obtained by your company from controlling and controlled companies. Based on this work, we attest the accuracy and fair presentation of this information.

> REPORT ON OTHER LEGAL AND REGULATORY REQUIREMENTS

Appointment of the Statutory Auditors

We were appointed as statutory auditors of Fransabank (France) S.A. by the annual general meeting held on April 30, 2008. As of December 31, 2017, we were in the 10th year as statutory auditor of Fransabank (France) S.A.

> RESPONSIBILITIES OF MANAGEMENT AND THOSE CHARGED WITH GOVERNANCE FOR THE FINANCIAL STATEMENTS

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with French accounting principles and for such internal control as management determines it necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Company's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless it is expected to liquidate the Company or to cease operations.

The Audit Committee is responsible for monitoring the financial reporting process and the effectiveness of internal control and risk-management systems and where applicable, its internal audit, regarding the accounting and financial reporting procedures.

The financial statements were approved by the Board of Directors.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

> RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

KPMG SA

Sophie Sotil-Forgues
Associée



Paris La Défense, le 27 avril 2018

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

> STATUTORY AUDITORS' RESPONSIBILITIES FOR THE AUDIT OF THE FINANCIAL STATEMENTS

Objectives and audit approach

Our role is to issue a report on the financial statements. Our objective is to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with professional standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As specified in Article L.823-10-1 of the French Commercial Code (code de commerce), our statutory audit does not include assurance on the viability of the Company or the quality of management of the affairs of the Company.

As part of an audit conducted in accordance with professional standards applicable in France, the statutory auditor exercises professional judgment throughout the audit and furthermore:

- Identifies and assesses the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, designs and performs audit procedures responsive to those risks, and obtains audit evidence considered to be sufficient and appropriate to provide a basis for his opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtains an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the internal control.
- Evaluates the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management in the financial statements.
- Assesses the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Company's ability to continue as a going concern. This assessment is based on the audit evidence obtained up to the date of his audit report. However, future events or conditions may cause the Company to cease to continue as a going concern. If the statutory auditor concludes that a material uncertainty exists, there is a requirement to draw attention in the audit report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are not provided or inadequate, to modify the opinion expressed therein.
- Evaluates the overall presentation of the financial statements and assesses whether these statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

Report to the Audit Committee

We submit a report to the Audit Committee which includes in particular a description of the scope of the audit and the audit program implemented, as well as the results of our audit. We also report, if any, significant deficiencies in internal control regarding the accounting and financial reporting procedures that we have identified.

Our report to the Audit Committee includes the risks of material misstatement that, in our professional judgment, were of most significance in the audit of the financial statements of the current period and which are therefore the key audit matters that we are required to describe in this report.

We also provide the Audit Committee with the declaration provided for in Article 6 of Regulation (EU) N° 537/2014, confirming our independence within the meaning of the rules applicable in France such as they are set in particular by Articles L.822-10 to L.822-14 of the French Commercial Code (code de commerce) and in the French Code of Ethics (code de déontologie) for statutory auditors. Where appropriate, we discuss with the Audit Committee the risks that may reasonably be thought to bear on our independence, and the related safeguards.

KPMG SA

Sophie Sotil-Forgues
Partner



Paris La Défense, on the 27 April 2018

RAPPORT FINANCIER

TEXTE DES RÉSOLUTIONS VOTÉES AU COURS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 17 MAI 2018

Première résolution

Après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport général du Commissaire aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2017, l'Assemblée générale approuve les comptes annuels arrêtés à cette date, se soldant par un bénéfice de 2 857 847,86 €.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports. Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Deuxième résolution

L'Assemblée générale approuve, dans les conditions du dernier alinéa de l'article L.225-40 du Code de commerce, chacune des conventions visées par les dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce, autorisées par le Conseil d'administration et mentionnées dans le rapport spécial du Commissaire aux comptes.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Troisième résolution

L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter le résultat net comme suit :

- Résultat de l'exercice 2017:	+ 2 857 847,86 €
- Dotation à la réserve légale:	- 142 892,39 €
- Le solde:	2 714 955,47 €
• 50% en report à nouveau:	1 357 477,74 €
• 50% en dividendes:	1 357 477,73 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Quatrième résolution

L'Assemblée générale donne quitus de leur gestion pour l'exercice 2017 aux administrateurs en fonction. Elle donne également quitus au Commissaire aux comptes de l'accomplissement de sa fonction.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Cinquième résolution

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration, décide de renouveler KPMG S.A., Tour EQHO, 2 avenue Gambetta, CS 60055 – 92066 Paris La Défense Cedex, représenté par Madame Sophie SOTIL-FORGUES, en qualité de Commissaire aux comptes titulaire.

La durée des fonctions du Commissaire aux comptes titulaire expirera à l'issue de l'Assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2023.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

FINANCIAL REPORT

RESOLUTIONS VOTED DURING THE SHAREHOLDERS' GENERAL MEETING HELD ON 17TH MAY 2018

First resolution

Having heard the board of directors' report and the auditors' report for the financial year ending on December 31st, 2017, the General Meeting approves the annual accounts as of this date showing a profit of € 2,857,847.86.

It also approves the operations reflected by these accounts or summarized in these reports.

This resolution is unanimously approved by the shareholders present or represented.

Second resolution

In accordance with article L 225-38 of the commercial code and under the conditions of the last paragraph of article L 225-40, the General Meeting approves each of the agreements authorized by the board of directors and presented in the auditors' special report.

This resolution is unanimously approved by the shareholders present or represented.

Third resolution

The General Meeting approves the board of directors' proposal and decides to apply the profit as follows:

- Year's profit:	€ 2,857,847.86
- Allocation to the legal reserve:	€ 142,892.39
- The balance to the retained earnings:	€ 2,714,955.47
• Retained earnings:	€ 1,357,477.74
• Distribution of 50% dividends:	€ 1,357,477.73

This resolution is unanimously approved by the shareholders present or represented.

Fourth resolution

The General Meeting gives the directors discharge of their mandate and duties for the 2017 financial year. It also gives discharge to the auditors of their performance of their functions.

This resolution is unanimously approved by the shareholders present or represented.

Fifth resolution

Having heard the Board of Directors report, the General Meeting decides to renew KPMG SA, Tour EQHO, 2, avenue Gambetta, CS 60055 – 92066 Paris La Défense Cedex, represented by Mrs. Sophie SOTIL-FORGUES, as statutory Auditor.

The term of office of the Auditor will expire at the end of the annual General Assembly approving the accounts for the year ended December 31st, 2023.

This resolution is unanimously approved by the shareholders present or represented.

RAPPORT FINANCIER

TEXTE DES RÉSOLUTIONS VOTÉES AU COURS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 17 MAI 2018

Sixième résolution

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration, décide de nommer KPMG FSI, Tour EQHO, 2 avenue Gambetta, CS 60055 – 92066 Paris La Défense Cedex, représenté par Mme Isabelle GOALEC, en qualité de Commissaire aux comptes suppléant.

La durée des fonctions du Commissaire aux comptes suppléant expirera à l'issue de l'Assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2023.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Septième résolution

L'Assemblée générale confère au porteur des copies ou extraits du procès-verbal constatant ces résolutions, tout pouvoir en vue de l'accomplissement des formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

PUBLICATION RELATIVE AUX COMPTES BANCAIRES INACTIFS

Les articles L. 312-19 et L. 312-20 du Code monétaire et financier issus de la loi no 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance-vie en déshérence, dite loi Eckert, entrée en vigueur le 1er janvier 2016, imposent à chaque établissement de crédit de publier annuellement des informations sur les comptes bancaires inactifs.

Sur l'année 2017, 1 compte bancaire inactif a été clôturé et le montant total de dépôt réalisé auprès de la Caisse des dépôts et consignations est de 2530.02 euros.

À fin décembre 2017, 5 comptes bancaires étaient recensés inactifs pour un montant total estimé à 38.013 euros.

FINANCIAL REPORT

RESOLUTIONS VOTED DURING THE SHAREHOLDERS' GENERAL MEETING HELD ON 17TH MAY 2018

Sixth resolution

Having heard the Board of Directors report, the General Meeting decides to appoint KPMG FSI, Tour EQHO, 2, avenue Gambetta, CS 60055 – 92066 Paris La Défense Cedex, represented by Mrs Isabelle GOALEC, as alternate Auditor.

The term of office of the Auditor will expire at the end of the annual General Assembly approving the accounts for the year ending on December 31st, 2023.

This resolution is unanimously approved by the shareholders present or represented.

Seventh resolution

Full powers are granted to the bearer of certified copies or extracts from those minutes to fulfil all legal formalities.

This resolution is unanimously approved by the shareholders present or represented.

PUBLICATION ON DORMANT BANK ACCOUNTS

Articles L. 312-19 and L. 312-20 of the French Monetary and Financial Code derived from the French Act No. 2014-617 of 13th June 2014 relating to dormant bank accounts and unclaimed life insurance contracts (the Eckert law, effective since 1st January 2016), require each bank to publish information regarding dormant bank accounts on a yearly basis.

In 2017, 1 dormant bank account was closed and the total amount of deposits made with the Caisse des dépôts et consignations came to EUR 2530.02.

At end-December 2017, 5 bank accounts were recorded as dormant, for a total amount estimated at EUR 38.013.

04

Réseau du Groupe

Group Network



RÉSEAU DU GROUPE GROUP NETWORK

FRANCE

Fransabank (France) SA

Siège Social & Agence Principale

104, Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, France

Tél : (33) 1 53 76 84 00

Fax : (33) 1 45 63 57 00

Swift : FRAF FR PP

Site Web : www.fransabank.fr

Email : info@fransabank.fr

LIBAN

Fransabank SAL

Siège Social

Centre Fransabank, Hamra, Beyrouth, Liban B.P. : 11-0393 Riad El Solh, Beyrouth 1107 2803 - Liban

Tél : (961) 1 34 01 80 / 8 - (961) 1 74 57 61 / 4 - (961) 3 65 07 00

Fax : (961) 1 35 45 72

Swift : FSAB LB BX

Site Web : www.fransabank.com

Email : fsb@fransabank.com

Centre d'Appel : (961) 1 73 40 00

Nombre d'agences: 124 pour le Groupe Fransabank



RÉSEAU DU GROUPE GROUP NETWORK

ALGÉRIE

Fransabank El Djazaïr SPA

Siège Social & Agence Principale

45B, Lot Petite Provence, Sidi Yahia, Hydra, 16405 Alger, Algérie

Tél : (213) 21 48 12 96 / 48 27 48 - Siège Social

Tél : (213) 21 48 00 29 / 48 02 12 - Agence Principale

Fax : (213) 21 60 66 06

Swift : FSBK DZ AL

Site Web : www.fransabank.dz

Email : info@fransabank.dz

Nombre d'agences : 4

BÉLARUS

Fransabank OJSC

Siège Social & Agence Principale

95A, Avenue Nezavisimosty, 220012 Minsk, Bélarus

Tél : (375) 17 389 36 36

Fax : (375) 17 389 36 37

Swift : GTBN BY 22

Site Web : www.fransabank.by

Email : office@fransabank.by

Nombre d'agences : 7

SOUDAN

United Capital Bank

Siège Social & Agence Principale

Plot 411, Bloc 65, Rue Mamoun Beheiry, Sud du "Green Square" - B.P. : 8210 Al Amarat, Khartoum, Soudan

Tél : (249) 183 24 77 00

Fax : (249) 183 23 50 00

Swift : CBSK SD KH

Site Web : www.bankalmal.net

Email : ucb.gm@bankalmal.net

Nombre d'agences : 3

RÉSEAU DU GROUPE GROUP NETWORK

IRAK

Fransabank SAL

Erbil Siège Social & Agence Principale

Rue 100 m, en face de Cristal Erbil Hotel, Région Kurdistan, Irak

Tél : (964) 771 822 9164

Fax : (964) 750 760 9118

Baghdad

Rue Dr. Salman Faeq, quartier Al Wahda, 902/14, no. 48, Baghdad, Irak

Tél : (964) 771 822 9163

Fax : (964) 781 452 6312

Nombre d'agences : 2

CUBA (HAVANA)

Fransabank SAL

Bureau de Représentation

Calle 72 n 505 e/5ta Ave. y 5ta A, Miramar Playa – Ciudad de la Habana – Cuba

Tél : (537) 204 92 72 / 204 93 05/6

Fax : (537) 204 92 73

Email : fsbinfo@fsb.co.cu

EMIRATS ARABES UNIS (ABU DHABI)

BLC Bank SAL

Bureau de Représentation

Imm. Kalidiya Park, 1er étage, Rue Khalidiya - B.P. : 6204, Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis

Tél : (971) 2 65 05 777

Fax : (971) 2 65 05 778

Email : massara.kabbani@blcbank.com

CÔTE D'IVOIRE (ABIDJAN)

Fransabank SAL

Imm. Acacias, Rue Clozel, Plateau, Abidjan

Tél : (225) 57 07 42 75 / 961 3 23 58 03

Fax : (225) 20 24 26 82

Email : mohamed.moukhader@fransabank.com

WWW.FRANSABANK.FR

